

**Julien Pillot**, enseignant-chercheur en économie, OMNES Education.



## Plutôt que de démanteler les GAFAM, régulons-les

L'étau se resserre indéniablement sur les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft). Symbole de leur mise sous surveillance renforcée, les États-Unis ont placé juste avant l'été, la juriste Lina Khan à la tête de la FTC (*Federal Trade Commission*, leur autorité de la concurrence), laquelle s'est justement fait connaître pour ses positions plutôt hostiles envers les GAFAM. Cette nomination est le dernier épisode d'une série d'événements qui témoignent d'une volonté manifeste des autorités publiques à contenir la puissance des géants de la tech. Mentionnons pêle-mêle les différentes sanctions prononcées par la Commission européenne ou la FTC à l'endroit des GAFAM, l'accord du G7 sur un taux d'impôt minimal de 15 % sur les sociétés multinationales ou encore la procédure civile lancée fin 2020 par la FTC visant à forcer Facebook à se séparer de ses filiales WhatsApp et Instagram. Alors, pourquoi un tel vent de défiance envers des entreprises qui ont développé des produits et des services qui séduisent des milliards d'utilisateurs? Il y a bien sûr leur mainmise sur les données des utilisateurs, ou leur pouvoir d'influence sur l'opinion ou les actes de consommation. Mais, ce sont surtout les conséquences d'une trop forte concentration de pouvoir économique qui pourrait éventuellement justifier le démantèlement des GAFAM. Parmi ces conséquences, citons les risques de réduction de la liberté de choix des consommateurs, notamment par l'éviction de concurrents ou l'acquisition précoce de jeunes pousses prometteuses; d'augmentation des prix par la réduction de la pression concurrentielle; d'hyper-concentration des